



CERTIFIÉ EXECUTOIRE
par le Maire de CHATELLERAULT
- Transmission Sous-Préfecture
le - 8 AOUT 2023
- Publication en Mairie
le - 8 AOUT 2023

ARRETE N°2023-30

Portant délégation de fonction et de signature à
Mme Béatrice ROUSSENQUE
Conseillère municipale

Le Maire de la commune de Châtellerauld,

VU l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales relatif aux délégations du Maire,

VU le procès verbal en date du 28 mai 2020 relatif à l'élection du Maire et des adjoints,

VU l'arrêté 2020-116 portant délégation de fonction et signature à Mme Béatrice ROUSSENQUE, conseillère municipale

CONSIDÉRANT que le volume et la diversité des tâches communales recommandent de déléguer certaines attributions aux adjoints,

ARRETE

ARTICLE 1 – L'arrêté n° 2020-116 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 – Il est donné délégation de fonction à Mme Béatrice ROUSSENQUE en qualité de conseillère municipale déléguée à la sécurité civile, pour intervenir dans les domaines suivants :

- la sécurité incendie des ERP
- les commissions communales de sécurité
- la commission consultative départementale de sécurité
- les plans de secours
- le plan communal de sauvegarde
- l'accessibilité des bâtiments communaux

- en cas d'absence ou d'empêchement de Maryse LAVRARD, l'urbanisme ainsi que la publicité, les enseignes et pré-enseignes.

ARTICLE 3 – Il est donné délégation de signature à Mme Béatrice ROUSSENQUE pour tous actes et documents ainsi que tous courriers et pièces administratives relevant de sa délégation de fonction.

La signature de Mme Béatrice ROUSSENQUE en qualité de Conseillère municipale sera précédée de la mention « pour le maire, par délégation, la conseillère municipale déléguée ».

ARTICLE 4 – La présente délégation étant consentie par le Maire, sous sa responsabilité et sous sa surveillance, le délégataire rendra compte au Maire, sans délai, de toutes les décisions prises et actes signés à ce titre.

ARTICLE 5 – La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de l'affichage en mairie.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr. Un recours gracieux, suspendant le délai du recours contentieux, peut-être porté devant monsieur le maire dans les mêmes délais.

Fait à Châtelleraut, le - 7 AOUT 2023

Le Maire



Jean Pierre Abelin
Jean Pierre ABELIN